

LES PARCS NATIONAUX

BONNE-BAIE—LA CONSULTATION DE LA POPULATION

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Projette-t-il des audiences publiques à Terre-Neuve, où les citoyens et les autorités se feront entendre et donneront leur avis sur l'aménagement progressif du parc national de Bonne-Baie?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, nous avons établi une politique en ce sens, et l'on tient présentement des audiences publiques au cours desquelles ceux qui veulent faire des instances relatives à l'élaboration des plans de futurs parcs peuvent être entendus.

En ce qui a trait aux nouveaux parcs, le problème est évidemment un peu plus compliqué, puisque nous devons tenir compte du désir des citoyens de procéder rapidement. Évidemment, des consultations comme celles demandées par l'honorable député pourraient causer des délais considérables. Toutefois, nous pouvons considérer la possibilité d'en avoir pour Bonne Bay.

[Plus tard]

NOUVELLE-ÉCOSSE—LES LEVÉS TOPOGRAPHIQUES DE L'EMPLACEMENT D'UN TROISIÈME PARC

[Traduction]

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester Nord): Une question supplémentaire pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Nous dirait-il s'il a reçu une demande du gouvernement de la Nouvelle-Écosse au sujet d'un levé topographique de la région entre Joggins et Apple River, dans le comté de Cumberland, comme futur emplacement d'un troisième parc national en Nouvelle-Écosse?

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence autorise le ministre à répondre à la question du député. J'ai déjà dit ce que je pensais des questions sur la possibilité d'aménager des parcs nationaux dans les circonscriptions du pays, posées durant la période des questions. Je signale aux représentants qu'elles devraient normalement être inscrites au *Feuilleton*. Tous les députés s'intéressent à la possibilité d'aménager des parcs nationaux dans leur circonscription, aussi presque toute la période des questions pourrait servir à demander si des parcs seront établis dans les circonscriptions des députés, y compris celle de Stormont-Dundas.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Pour l'instant, le ministre peut répondre à la question.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je suis heureux de confirmer le fait que les parcs nationaux du Canada ont gagné la faveur populaire. En réponse à la question du député, je n'ai pas eu connaissance que le gouvernement provincial ait fait une demande au sujet d'un levé topographique. Nous avons entamé des entretiens avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse au sujet de l'établissement d'un

troisième parc national dans cette province. Je ne saurais révéler la nature de ces entretiens pour l'instant.

* * *

LES PÉNITENCIERS

KINGSTON—LES INSTANCES DE L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE EN FAVEUR DES GARDIENS PRIS COMME OTAGES LORS DE LA MUTINERIE

[Traduction]

M. Steve E. Paproski (Edmonton-Centre): Ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre a-t-il reçu de M. Paul Gascon, secrétaire trésorier de l'Alliance de la Fonction publique du Canada, au nom de la section du ministère du solliciteur général, une lettre priant le gouvernement d'accorder \$5,000 en dommages-intérêts à chacun des fonctionnaires qui ont été retenus comme otages au pénitencier de Kingston la semaine dernière? Si oui, quelles sont les intentions du ministre à ce sujet?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Pas à ma connaissance, monsieur le président.

* * *

LES GRAINS

LE BLÉ—LES VERSEMENTS POUR LES DÉSEMBLAVURES ET LA MISE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR LA STABILISATION DES PRIX AGRICOLES

[Traduction]

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission du blé. Comme l'économie agricole de l'Ouest traverse actuellement une crise financière, le gouvernement voudrait-il donner immédiatement suite aux propositions qui recommandent de verser aux cultivateurs de cette région les 100 millions de dollars prévus pour les emblavures avant que le gouvernement n'adopte la loi sur la stabilisation des prix agricoles?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Une approbation législative s'impose pour le paiement des 100 millions. J'espère qu'on l'obtiendra bientôt afin que les cultivateurs reçoivent cet argent aussitôt que possible.

LE COLZA—LA CONSULTATION DES PRODUCTEURS QUANT À LA COMMERCIALISATION

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais, me reportant à la question qu'a posée mon très honorable ami de Prince-Albert, demander au ministre chargé de la Commission du blé s'il peut assurer la Chambre qu'on demandera aux producteurs de voter sur l'inclusion du colza dans le mandat de la Commission et qu'on n'agira pas uniquement d'après une demande présentée par d'importantes entreprises céréalières et associations agricoles.

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Je tiens à assurer les députés qu'en parlant de l'entière approbation des producteurs j'entendais